LoiElec

Modifications à la loi électorale

Adresse

Commission parlementaire sur la réforme du mode de scrutin.
Secrétariat des commissions parlementaires
Edifice Pamphile Lemay, 3 ième étage.
1866 Des parlementaires
Québec, Québec, J1A 1A3

Mon projet

Mon projet touche trois sujets qui sont reliés ensemble :

- 1- Des élections à date fixe.
- 2- La réforme du mode de scrutin
- 3- Une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales.

La date des élections et la campagne électorale.

- 1- Les élections provinciales auraient lieu à date fixe le premier lundi de novembre tous les quatre ans. Les élections municipales auraient également lieu le premier lundi de novembre mais seraient décalées de deux ans par rapport aux élections provinciales.
- 2- La campagne électorale durerait 7 semaines et serait séparée en trois étapes :
 - A) Durant les deux premières semaines le directeur du scrutin et les partis ouvriraient leur bureaux. Les partis présenteraient leurs candidatures, recevraient la liste électorale et fourniraient les noms des personnes qui travailleraient à la révision et au vote itinérant. Il n'y aurait aucune tournée de candidat, aucun affichage et aucune publicité média durant cette période.
 - B) Durant les semaines suivantes il y aurait tournée des candidats, affichage et publicité média. La révision se déroulerait durant les semaines 3 et 4. Les bureaux de révisions seraient situés dans les mêmes municipalités que les bureaux de vote anticipé. Ces bureaux recevraient également les demandes de vote itinérant. Le vote itinérant s'adresserait uniquement aux personnes handicapées demeurant chez un aidant naturel ou dans un foyer qui abrite moins de 25 pensionnaires.

- C) Le vote anticipé se déroulerait le vendredi, samedi et lundi qui précède le vote régulier. Le vote itinérant se déroulerait le mardi, mercredi et jeudi suivant. Le même personnel servirait au vote anticipé et au vote itinérant de son territoire.
- D) Le vote régulier aurait lieu le lundi de la septième semaine. Les pour fermer les locaux électoraux et enlever les affiches durant la septième semaine seraient inclus dans les dépenses électorales.

Le mode de scrutin

- 1- L'électeur ferait votes.
 - A) Le premier servirait à élire le président (lorsque nous serons une république) le premier ministre et à choisir le gouvernement. Le parti qui obtiendrait le plus de votes dans l'ensemble du Québec formerait le gouvernement même s'il ne fait pas élire la majorité des députés.
 - B) Le deuxième servirait à élire les députés. Chaque parti présenterait trois candidats dans chaque comté. On accepterait également les candidats indépendants.
 - C) Le parti arrivé premier ferait élire son premier candidat dans le comté.
 - D) Le parti arrivé deuxième ferait élire son premier candidat dans le comté.
 - E) Le 3^{ème} député serait le premier candidat du parti arrivé 3^{ème} si ce parti recueille plus de 50% du vote obtenu par le parti arrivé premier. Dans le cas contraire, ce serait le deuxième candidat du parti arrivé premier.
 - F) Les candidats des partis au poste de président et premier ministre présenteraient également comme député dans un comté. Ainsi, si leur parti ne forme pas le gouvernement, ils siègeraient comme députés.
 - G) Si un député devient ministre, il serait remplacé comme député par le candidat suivant de son parti dans son comté. Ce serait la même chose si un député démissionne ou décède.

Réforme de la carte électorale

- 1- Pour obtenir un nombre raisonnable de députés. Les comtés seraient trois fois plus grands que les comtés actuels. En région métropolitaine, les comtés n'auraient pas à respecter les limites des villes et des arrondissements. En région, toutes les villes et villages d'une MRC

devraient être dans la même circonscription électorale. Pour fixer le nombre d'électeurs par circonscription électorale on additionnerait la population et la surface urbanisée en kilomètres carrés. On éviterait ainsi les circonscriptions trop étendues. On accepterait un écart d'environ 10%.

- 2- Les régions isolées comme l'Abitibi, le Lac St Jean et la Côte Nord pourraient avoir 2 ou 4 députés pour respecter l'écart de 10% avec la moyenne.

Formation du conseil des ministres

- 1- Dans le cas où le parti qui arrive en tête obtenait moins de 40% du vote. L'assemblée nationale pourrait décider de choisir une autre équipe de gouvernement qui pourrait alors être une coalition de deux partis.
- 2- Le président serait le porte parole de l'état, s'occuperait des grandes orientations politiques et de la nouvelle législation.
- 3- Le premier ministre s'occuperait du fonctionnement de l'état au jour le jour en appliquant la législation en vigueur.
- 4- Ensemble ils nommeraient les ministres. Les ministres pourraient être choisis parmi les députés ou à l'extérieur de la députation. Si un député est nommé ministre, il cesse d'être député et est remplacé comme député par le candidat suivant de son parti dans le comté.
- 5- Lors de la rédaction et de l'étude d'un projet de loi, en comité législatif, le ministre et le sous ministre concernés prendraient place à côté du président de l'assemblée, prendraient part au débat et auraient droit de vote.
- 6- Lors de la présentation du projet de loi à la chambre, ils prendraient place à l'avant et participeraient au débat mais n'auraient pas droit de vote.

Partis reconnus

Pour éviter la multiplication des partis plus ou moins temporaires. Un parti devra remplir les conditions suivantes pour avoir droit de présenter des candidats à une élection.

- 1- Avoir un minimum de 1,000 membres dont les noms sont placés dans un ordinateur situé à la permanence du parti.
- 2- Avoir un bureau ou travailler au moins un employé permanent.
- 3- Tenir au moins un congrès entre deux élections. A ce congrès, les délégués devront :
 - A) Élire un exécutif national.
 - B) Élire un chef (ou confirmer le chef actuel).
 - C) Adopter un projet de société (ou modifier le projet existant).
 - D) Adopter les statuts du parti (ou modifier...)

- E) Fixer la cotisation annuelle.
- 4- Présenter une demande de parti reconnu au directeur général des élections et ensuite lui faire un rapport annuel.
 - 5- Un parti qui aura 100 membres dans un comté pourra y présenter une liste de candidats.
 - 6- Seuls les partis qui auront reçus au moins 20% des votes dans l'ensemble des comtés à l'élection précédent pourront présenter des candidats comme président et premier ministre afin de pouvoir former le gouvernement.
 - 7- Les partis reconnus recevront de l'état un montant de \$2.00 par an pour financer son fonctionnement régulier. De plus les dépenses électorales faites au niveau national ou d'un comté seront remboursées à 50%.

Vote électronique

Le vote électronique devrait fonctionner de la façon suivante.

- 1- La même machine devrait servir aux élections fédérales, provinciales et municipales. Elles pourraient appartenir aux MRC et le serveur serait placé dans les locaux de la MRC ou au bureau du directeur du scrutin si ce sont des élections fédérales ou provinciales.
- 2- L'électeur recevrait un bulletin de vote du greffier et l'insérerait dans la machine. Sur le dessus de la machine il y aurait 2 rangées de boutons : un pour le choix du gouvernement et l'autre pour le choix des députés. L'électeur appuierait alors sur le bouton du candidat de son choix pour les deux postes. La machine afficherait ce choix. L'électeurs pourrait alors valider ce choix en pesant sur le bouton « Erreur » s'il s'est trompé. Il pourrait alors recommencer son vote. si le choix affiché est le bon, il pèse sur « le choix est bon » Le vote est alors imprimé sur le bulletin de vote qui tombe dans la machine.
- 3- Durant la journée, les votes seraient enregistrés dans la machine de chaque bureau de vote. A la fin du vote, le personnel du bureau de vote ouvrirait le panneau qui recouvre les compteurs et verrait le nombre de vote de chaque candidats. Si le nombre de vote correspond au nombre d'électeurs, il seraient transmis au serveur ou il serait additionné aux résultats des autres bureaux de vote.
- 4- S'il y a une différence entre le résultat aux compteurs et le nombre d'électeurs, le scrutateur ouvre la machine pour récupérer les bulletins de vote et fait le décompte à la main. Il transmet ensuite le résultat par téléphone.

Avantages de la réforme proposée.

- 1- Comme seuls les partis politiques qui auront reçu plus de 20% du vote au niveau des députés à l'élection précédente pourraient présenter des candidats au poste de président et premier ministre le choix de l'électeur se fera uniquement entre partis capable de former le gouvernement. Cela éviterait un trop grand nombre de candidats marginaux à ces postes et assurera que le parti arrivé premier aura reçu assez de votes pour assurer sa crédibilité. Le gouvernement élu pourra gérer le Québec durant un mandat complet sans crainte d'être renversé.
- 2- Des commissions législatives remplaceraient les commissions parlementaires. Le ministère et les représentants des partis pourront présenter des projets de loi et participeront à la rédaction du texte des lois. Une fois un projet de loi adopté par le comité, il seront présentés à l'assemblée nationale pour adoption. La durée des débats sera limité et sera proportionnel au nombre d'articles de ce projet. Si une loi est rejetée, cela ne renversera pas le gouvernement. Le projet pourrait alors être abandonné ou être retourné en commission législative pour modification.
- 3- Le nombre de député de chaque parti serait plus près du pourcentage de vote obtenu que dans le système actuel. Les députés des différents partis seraient mieux répartis géographiquement. Le parti qui forme le gouvernement ferait généralement élire le plus grand nombre de députés suivi des partis arrivés deuxième et troisième. Finalement, les partis marginaux ne feraient élire aucun députés.
- 4- Avant de présenter une loi, le gouvernement s'assurait de l'appui d'une majorité des députés peut importe le parti. Les députés du parti au pouvoir ne seraient pas obligés d'appuyer de mauvaises lois de peur de déclencher des élections. Ce ne sera pas une dictature entre deux élections comme actuellement.

Paul LePage